



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPSE Cairanne

Direction technique
La Fenouillère - route d'Arles - BP14
13771 Fos-Sur-Mer

Références : D-0026-2025/LRAR N°1A 214 953 2436 5

Code AIOT : 0006414073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement SPSE Cairanne implanté 84290 Cairanne. L'inspection a été annoncée le 04/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPSE Cairanne
- 84290 Cairanne
- Code AIOT : 0006414073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société du Pipeline Sud-Européen (SPSE) exploite un réseau de canalisations de transport de matières dangereuses (hydrocarbures) au départ des installations portuaires de Fos-sur-Mer et de

Lavéra (Bouches-du-Rhône). Elle est également une société de stockage gérant un dépôt d'une capacité nominale de stockage de 2,26 millions de m³, situé à Fos-sur-Mer. Dédiée à l'origine presque exclusivement au pétrole brut, SPSE a progressivement complété ses activités logistiques avec le stockage de naphta et de gazole.

La société dispose de plusieurs installations classées connexes ou proches de ses installations de transports d'hydrocarbures telles que des stations de pompage ou des unités de stockage ou bien encore des sites d'entretien du réseau (gares de départ ou d'arrivées des racleurs instrumentés).

La SPSE dispose sur son site de Cairanne d'une citerne enterrée de 20 m³ qui permet de stocker jusqu'à 17 tonnes de liquides inflammables. A ce titre, le site est classé à autorisation selon la rubrique 4330 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site relève par ailleurs du régime SEVESO Seuil bas (seuil de classement à 10 tonnes) .

A noter que la SPSE dispose également d'un autre site soumis au régime ICPE déclaratif sur la commune de Caumont sur Durance avec une citerne enterrée de 10 m³.

Ces équipements servent essentiellement à récupérer les purges des canalisations et les égouttures lors des opérations de maintenance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclassement de l'installation	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courrier du 22 novembre 2022, le préfet du Vaucluse a confirmé la possibilité de déclasser les installations de Cairanne du régime autorisation (Seveso seuil bas) vers le régime de déclaration par un abaissement à 10 tonnes de la capacité maximale de stockage de la cuve enterrée. Ce courrier indiquait également que les prescriptions de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée restent applicables.

L'exploitant a bien effectué les modifications pour abaisser la quantité maximale de stockage à 10 tonnes dans la cuve enterrée. L'exploitant n'a pas encore mis en œuvre la double enveloppe sur cette cuve. Cependant, il a transmis tous les justificatifs permettant d'expliquer le décalage de cette opération, initialement prévue pour fin 2024, à mi-avril 2025. Il a également transmis les éléments permettant de justifier sa maîtrise des risques liés à cette cuve. La mise en œuvre de la double enveloppe sur la cuve enterrée devra cependant être réalisée pour mi-avril 2025 au plus tard.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclassement de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14
Thème(s) : Situation administrative, Déclassement de l'installation
Prescription contrôlée :
Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de

l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

Par arrêté préfectoral du 27 octobre 2021, le préfet du Vaucluse a autorisé la Société du Pipeline Sud-Européen (SPSE) à exploiter une station de pompage sous le régime de l'antériorité, sur le territoire de la commune de Cairanne. Le site est alors classé sous le régime de l'autorisation et le statut Seveso seuil bas pour la rubrique 4330 (17 tonnes de stockage dans la cuve enterrée). L'exploitant doit alors mettre en place sous 6 mois une politique de prévention des accidents majeurs, adresser sous 1 an une étude de dangers et élaborer avant le 1er janvier 2023 un plan d'opération interne.

Par courrier du 27 juin 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet du Vaucluse, son souhait de modifier ses installations de Cairanne. Par courrier du 22 novembre 2022, le préfet du Vaucluse a confirmé la possibilité de déclasser les installations de Cairanne du régime autorisation (Seveso seuil bas) vers le régime de déclaration par un abaissement à 10 tonnes de la capacité maximale de stockage de la cuve enterrée. Ce courrier indiquait également que les prescriptions de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée restent applicables.

Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2024, l'exploitant présente les modifications réalisées pour justifier d'un volume maximal de 10 tonnes.

Il présente le procès verbal de réception des travaux signé le 6 novembre 2024 qui indique le remplacement de la sonde LSHH_C07_02 d'une longueur de 2200 mm par un niveau d'une longueur 2300mm, la modification des seuils du niveau très haut de 1100mm par 950mm et du niveau haut de 1000mm par 850mm ainsi que la réalisation d'un essai du niveau en réel et de la gamme de maintenance INS0013, dans laquelle les niveaux sont testés.

Il présente également l'abaque de la cuve permettant de vérifier que le niveau très haut à 950mm correspond bien à une quantité de 10m³, soit un peu moins de 10 tonnes étant donné la densité des produits stockés.

Enfin, l'exploitant présente plusieurs ordres de travail et résultats de contrôles de la citerne (gamme de maintenance INS0013). Ces résultats permettent de voir que le niveau très haut était bien de 1100mm en mars 2023 et de 950mm en mars 2024 et décembre 2024.

Lors de la visite sur site et au poste de commande local (PCL), l'exploitant présente le suivi en continu du niveau de la cuve qui est bien effectué via une sonde différente de celle des niveaux haut et très haut. Le niveau de la cuve donné au PCL correspond bien au niveau affiché sur la

cuve. L'exploitant présente également la procédure applicable lorsque les niveaux haut et très haut sont atteints. Enfin, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, par mail du 31 décembre 2024, le suivi des niveaux de la cuve pour toute l'année 2024, permettant de justifier que ce niveau est, la grande majorité du temps, bas.

L'exploitant n'a pas encore réalisé les travaux pour mettre en place la double enveloppe sur la cuve afin d'être en conformité avec l'arrêté du 18 avril 2008 susmentionné. Ces travaux étaient prévus pour fin 2024 mais ont été décalés à mars 2025. L'exploitant justifie ce décalage en indiquant que cette installation est un équipement de sécurité permettant de récupérer les égouttures des installations de pompage, nécessaires pour le fonctionnement de la canalisation PL1 ; et que depuis le 21 novembre 2024, un racleur instrumenté a été inséré dans la canalisation afin de réaliser l'inspection réglementaire de l'ouvrage. Le transport du racleur dans la canalisation, de par ses caractéristiques techniques et les différents équipements de détection qui le constituent, nécessite une maîtrise des différents arrêts de pompage. Or la mise hors exploitation de la citerne pour travaux aurait nécessité différents arrêts d'exploitation non compatibles avec le transport du racleur. L'exploitant présente le planning des travaux de mise en place de la double enveloppe, prévus jusqu'à mi-avril 2025 par la société Rafibra France ainsi que la fiche d'évaluation des risques de cette société dans le cadre de cette intervention. L'exploitant transmet également à l'inspection de l'environnement, par mail du 19 décembre 2024, le premier planning des travaux de mise en place de la double enveloppe qui indique bien des travaux pour fin 2024 et le planning de l'envoi du racleur instrumenté dans la canalisation PL1 pour fin 2024.

Bien que le site SPSE de Cairanne passera du régime autorisation avec statut Seveso seuil bas au régime de déclaration, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, par mail du 19 décembre 2024, le système de gestion de la sécurité, le plan de sécurité et d'intervention et la politique en matière de sécurité, d'hygiène industrielle, de protection de l'environnement, de maîtrise de la qualité et de prévention des accidents majeurs, applicables aux sites SPSE.

Enfin, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, par mail du 31 décembre 2024, un extrait de l'étude de dangers de la citerne située sur le terminal de Lyon, présentant la même configuration que celle de la station SPSE de Cairanne. Cet extrait qui est l'analyse préliminaire des risques met en évidence qu'aucun scénario n'est à retenir pour cette cuve enterrée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme mentionné dans le courrier préfectoral du 22 novembre 2022, la mise en place de la double enveloppe devait être réalisée avant 2025. L'exploitant a transmis de nombreux éléments pour expliquer le non-respect de cette échéance et prouver que cette mise en œuvre sera effectuée pour mi-avril 2025. L'exploitant a également transmis des éléments de justification de la maîtrise des risques liés à cette cuve enterrée.

La mise en œuvre de la double enveloppe sur la cuve enterrée SP203 devra être effective pour mi-avril 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois